



Sécurité

Face au deal de rue, les Genevois sont tantôt résignés, tantôt indignés

Luca Di Stefano

🐦 @LucaDiStefano10

À l'heure où la polémique fait rage à Lausanne, la Cité de Calvin se divise au sujet du trafic de drogue sur l'espace public

À 60 kilomètres d'ici, la question du deal de rue a réveillé la ville de Lausanne. Une effervescence peut-être due à la personnalité qui a allumé la mèche: Fernand Melgar, cinéaste engagé, auteur de documentaires dénonçant les conditions de renvoi des requérants d'asile. Un symbole de la défense des migrants inattendu dans le rôle de celui qui exige une présence policière pour lutter contre l'insécurité.

À Genève, la problématique du deal de rue n'est de loin pas dépourvue de coups d'éclat. En octobre, notre enquête révélait un malaise croissant dans les rues de la ville (*notre édition du 20 octobre*). Côté politique, c'est devant le préau de l'école des Pâquis que les ex-élus MCG - sous l'éphémère bannière du GeM d'Éric Stauffer - ont défilé en brandissant pancartes et slogans. Avant eux, ceux qui fréquentent le skatepark de Plainpalais lançaient leur cri d'alarme et une pétition en ligne pour contrer la dégradation sournoise du lieu de divertissement.

Aujourd'hui, l'attention se porte notamment sur le quartier

du Seujet, où le sentiment d'une augmentation du nombre de dealers sur l'espace public est manifeste.

À l'heure où la cloche de l'école retentit, les parents ne peuvent s'empêcher de ramener la polémique lausannoise à leur réalité quotidienne. «Ici, nous sommes entre le square Galiffe, contrôlé par les Maghrébins, et le parc de l'hippopotame (*ndlr: à l'extrémité du pont de Sous-Terre*), où les vendeurs sont originaires d'Afrique subsaharienne, rappelle une maman venue prendre le petit dernier de la fratrie. Chaque jour, nous assistons au jeu du chat et de la souris qu'ils se livrent avec la police.» Un motif d'inquiétude? «Pas vraiment. Hormis une scène de violence à laquelle a assisté mon fils l'année dernière, je n'ai pas connaissance de problèmes particuliers», dit-elle. Ses mots traduisent néanmoins un avis ambivalent sur la question. «J'ai peut-être tendance à voir le monde de manière trop bienveillante, mais je me dis que ce n'est pas un problème. En revanche, si on me donnait une baguette magique, je ferais partir les dealers, bien sûr», poursuit-elle.

Au sein de l'Association des parents d'élèves des Écoles du Seujet et de Necker, la cohabitation avec ces trafics est «une longue histoire». Ilinca Callau, sa présidente, se souvient: «Il y a quatre ans, la police a mené une action ciblée dans le parc du Seujet avec une présence toutes les vingt minutes. Avec les membres de l'association, nous avons demandé

d'arrêter cela: cette présence policière constante mettait une ambiance de peur, suscitait de l'inquiétude chez les enfants.» Alors que faire? «Nous avons entrepris des actions pour ramener la popu-

«J'ai peut-être tendance à voir le monde de manière trop bienveillante, mais je me dis que ce n'est pas un problème»

Une maman d'élève

École du Seujet

l'association dans le parc. Nous avons par exemple planté des fleurs, ce sont les élèves et les habitants du quartier qui les entretiennent.» De là à éradiquer le deal de rue? «Non, mais la stratégie fonctionne assez bien, une forme de cohabitation s'est installée, répond Ilinca Callau. Les dealers ne sont pas dangereux et se retirent quand les familles s'installent dans le parc.»

Dans ce débat de société récurrent, il y a également ceux qui exigent davantage de répression. Conseiller municipal en Ville de Genève, ex-MCG désormais à la tête du nouveau-né Parti populaire, Pascal Spuhler est de ceux-là. Dans les multiples motions déposées (au Grand Conseil notamment, où il a siégé comme député), il milite en faveur de mesures d'éloignement de périmètre que les agents pourraient infliger aux dealers. «Ma demande n'a



rien d'extraordinaire: ce principe est inscrit dans la loi. L'appliquer faciliterait le travail de terrain de la police de proximité, en particulier devant les écoles», dit-il en se félicitant des manifestations qui font grand bruit en ville de Lausanne.

Quoi qu'il en soit, les experts de tout bord avouent une certaine impuissance lorsqu'il s'agit de contrer ce phénomène bien visible. En octobre 2017, un policier sous couvert d'anonymat pointait la difficulté majeure dans la «Tribune de Genève»: «Vous ne pouvez pas interdire à quelqu'un de rester planté dans la rue», disait-il en détaillant la stratégie des dealers, consistant à ne jamais détenir les substances sur soi. Quant aux arrestations en flagrant délit, elles demandent un travail gourmand en ressources et en temps, «suivi d'une décision de justice minime».

Face aux limites de l'action policière, la justice promettait un tour de vis à la fin de l'année dernière. En appliquant de manière plus rigoureuse la Loi sur les étrangers, le procureur général Olivier Jornot annonçait sa volonté de durcissement. Quelques mois plus tard, les directives à la police ont été transmises mais les effets de la mesure s'avèrent difficilement quantifiables. «Globalement, le nombre de personnes mises à disposition du Ministère public a augmenté depuis le premier trimestre 2017», informe le porte-

parole Henri Della Casa, en précisant toutefois que «ce phénomène est venu concomitamment aux nouvelles dispositions sur l'expulsion judiciaire».

Lire aussi en page 18



Le quai du Seujet est devenu l'une des zones de deal. L'association des parents d'élèves du quartier préfère une cohabitation pacifique à une présence policière à outrance. LUCIEN FORTUNATI



Habitants, commerçants, dealers: la cohabitation vue par les sociologues

● Hasard du calendrier, deux sociologues de l'Université de Genève ont publié un article scientifique sur la question de la cohabitation avec les dealers au moment où la controverse a ressurgi. «En réalité, il est régulier que les médias se fassent les relais d'une population excédée», rappelle Loïc Pignolo, auteur de l'article écrit à quatre mains avec Maxime Felder.

Leur travail a été publié dans la revue «Sociologie». Son titre contraste avec les voix qui se font habituellement entendre et tient dans la citation d'une de leurs interlocutrices: «Je préfère les dealers à une rue déserte.»

Les sociologues ont interrogé des résidents et des commerçants dans les quartiers des Pâquis et de la Jonction. Entre ces deux catégories d'acteurs, les perceptions divergent. Pour les premiers, ces hommes «seuls ou en groupe qui attendent leur

clientèle, discutant ou passant le temps sur leur téléphone portable», font naître un sentiment d'injustice. «Les commerçants ont l'impression que les dealers nuisent à l'image du quartier mais



Loïc Pignolo
Sociologue,
UNIGE

se sentent également défavorisés face à ces individus qui font du commerce sans avoir à payer de taxes ou de loyer et sans aucun contrôle», relève Loïc Pignolo.

Quant aux habitants des quartiers interrogés par les sociologues, ils portent un autre regard sur cette présence. «Ils se croisent tous les jours, ils ont donc appris à se reconnaître, ils se saluent et les résidents les considèrent comme inoffensifs. Certains préfèrent cette présence

à des rues vides», selon les chercheurs.

Ainsi, ils évoquent «un processus de familiarisation». Dit simplement, les uns ont appris à vivre avec les autres. Et un compromis tacite se serait noué (à travers des acteurs associatifs et la police notamment): «Dans une très large mesure, les dealers considèrent que la revente de drogue est quelque chose d'immoral. Ils cherchent de différentes manières à montrer qu'ils se soucient de leur coexistence avec le reste de la population, par exemple en évitant le plus possible la violence ou en ne se montrant pas trop insistants avec les passants.» Cette «familiarité» se révèle toutefois fragile et le contexte peut rapidement évoluer en cas d'incident, comme ce fut le cas en 2012, quand un dealer a été aperçu dans le préau de l'école des Pâquis. **L.D.S.**